



## La tribune du lecteur

Quelle ironie que la publication des "Points saillants du rapport préliminaire sur le statut des étudiantes graduées en histoire au Canada" (Hiver 1991) suive de si près celle de la solution de Ramsay Cook "Pour mettre fin à la guerre entre les sexes" (Automne 1990). Les preuves du sexisme subi par les étudiantes diplômées présentées par de la Cour et al. devraient contredire l'idée fautive de Ramsay Cook selon laquelle l'action positive ne vise qu'à redresser les "injustices du passé". Plût au ciel que ce fut vrai! Nous abandonnerions alors l'action positive et la proposition de Ramsay Cook sur la réforme du système de titulariat, au grand soulagement des étudiants diplômés masculins et des professeurs titulaires. Nous pourrions embaucher des professeurs équitablement et objectivement, donc choisir inévitablement les meilleurs candidats. Ce serait parfait, n'est-ce pas? Le hic, c'est que ces personnes sur qui nous comptons pour prendre des décisions équitables et objectives *continuent* de décourager, de ne pas encourager, d'afficher une attitude discriminatoire et même, disons-le, de harceler les femmes qui posent leur candidature.

Il n'est nullement question de commencer une "guerre des sexes": il y a longtemps qu'elle dure.

Margaret J. Watson, étudiante diplômée  
Histoire, Université York

Objet: "Pour mettre fin à la guerre entre les sexes", Ramsay Cook (*Bulletin*, Automne 1990). Je crois que le professeur Cook essaie de faire sortir des lapins d'un chapeau imaginaire. Sa suggestion de renouveler périodiquement le titulariat ne résoudra en rien le problème d'équité en matière d'emploi pour les femmes, qui ont encore du mal à trouver un emploi dans le milieu universitaire. De fait, l'affirmation du professeur Cook selon laquelle ce sont les jeunes hommes qui subissent la discrimination ne résiste pas aux faits. Dans son propre domaine, le professeur Cook ferait bien de consulter une étude que j'ai menée pour le compte de la Société historique du Canada, qui démontre que la situation des femmes n'a pas beaucoup progressé dans les départements d'histoire au Canada. Mon enquête révélait qu'en 1988-1989, les

femmes ne représentaient que 5 à 25 p. 100 des professeurs titulaires ou en voie de le devenir dans les 36 départements qui ont répondu à l'enquête (sur 66 départements). Des 36 départements, 30 comptaient moins de 20 p. 100 de femmes et certains petits collèges et universités ne comptaient aucune femme détenant un poste permanent. La plupart des départements d'histoire des universités comptent une, deux, au mieux trois femmes professeurs, ce qui souligne la position relativement faible des femmes, qui représentaient 37 p. 100 des candidats au doctorat en histoire en 1986-1987 et qui ont décroché 28 p. 100 des doctorats en histoire depuis 1982, selon les données de Statistique Canada. Loin de devoir abandonner les mesures d'action positive, il faut les renforcer.

Professeuse Linda Kealey  
Histoire, Université Memorial

Il y a bien longtemps que le *Microcosmos Academia* de F.M. Cornford m'a appris que les universités sont au-dessus des réformes. "Il n'y a qu'un seul argument en faveur de l'action", expliquait-il aux jeunes universitaires aspirants politiciens, "tous les autres penchent en faveur de l'inaction". Les réponses à ma modeste proposition de renouveler le titulariat confirment cette assertion.

Qu'Harold Buchbinder ne puisse faire la distinction entre un professeur d'université et la Fraternité des porteurs de wagons-dortoirs ne m'étonne guère. Par contre, son incapacité de saisir un argument me surprend. Cette étroitesse d'esprit mal dissimulée derrière des abstractions sociologiques éculées est tout simplement déprimante. Il pointe un doigt accusateur vers "tous les hommes de la société, puisqu'ils portent collectivement la responsabilité d'avoir organisé les institutions selon les principes du patriarcat". Quand tout le monde est coupable, personne n'est responsable. Mais comme le dirait Pogo, "Les institutions, c'est nous". Le lien entre le renouvellement du titulariat et "l'université en tant qu'institution régie par le marché", pour citer une autre phrase à la mode, n'existe que dans l'imagination de Buchbinder, et cette même source, pas

très fertile, semble-t-il, explique probablement l'affirmation selon laquelle je "laisse sous-entendre" que l'évaluation du titulariat est "le seul moyen de libérer suffisamment de postes universitaires". Il s'agit en fait d'un moyen parmi d'autres. Combiné à la proposition d'abord présentée par le professeur Constance Backhouse (que j'appuie) de réserver aux candidats féminins tous les postes libérés à la suite de l'évaluation du titulariat, il s'avérera probablement très efficace.

Les objections que soulève le professeur Matthews à ma proposition sont vraiment étonnantes. Il se fait l'apôtre du relativisme total tout en occupant un poste qui exige chaque jour de lui qu'il applique des normes d'évaluation aux essais et thèses des étudiants, ainsi qu'aux livres de ses collègues. Si aucune norme de rendement ne peut s'appliquer à l'évaluation du titulariat, la logique même de cet argument voudrait que le titulariat, fondé sur des normes de rendement généralement acceptées, soit aboli. Est-ce là la proposition du professeur Matthews?

Puis vient le professeur Fleming. Comme tout historien le sait - ou devrait le savoir - le récit que l'on fait du passé ne devrait jamais reposer sur les seuls "souvenirs". Je n'ai jamais participé à une "étude pancanadienne sur les programmes d'histoire de deuxième et de troisième cycles", pas plus que j'en ai entendu parler. Par conséquent, il n'y a aucun résultat à publier et rien que "le professeur Cook aurait dû nous révéler". L'abus de "conversations de salon" embrouille les "souvenirs".

Enfin, Allen Seager serait bien avisé de lire les opinions divergentes (particulièrement celle de Madame le juge L'Heureux-Dubé) exprimées dans la récente décision de la Cour suprême sur la retraite obligatoire, avant de conclure que la justice et l'équité pour les femmes ne sont accessibles que par cette voie. Madame le juge signale avec sagesse que "la valeur du titulariat est menacée par l'incompétence, non par le processus de vieillissement". Elle poursuit: "La crainte que les professeurs âgés ne se reposent sur leurs lauriers et se complaisent à tout jamais dans l'improductivité et la stagnation est peut-être fondée. Mais elle concerne tout aussi bien les

professeurs titulaires plus jeunes. *L'évaluation par les pairs, pourvu qu'elle repose sur la bonne foi*, constitue un exercice sain d'évaluation objective et servira à promouvoir les normes scolastiques essentielles à une université prospère". (C'est moi qui souligne).

Voilà des mots qui devraient être affichés en lettres d'or dans les locaux syndicaux de toutes les universités du pays!

Je vous remercie de m'avoir donné cette seconde occasion de jouer le rôle de Sisyphe.

Ramsay Cook  
Histoire, Université York

Une proposition de paix? Certainement pas! Les propositions qui évoquent des bébés menacés et des guerres justes, ne fût-ce que par pure métaphore, exigent un examen très critique, surtout de la part des féministes. Trop souvent, elles menacent les maigres gains que les femmes ont acquis pendant la "révolution la plus longue". C'est le cas de la proposition "Pour mettre fin à la guerre entre les sexes" soumis par un ami de longue date de nombreux historiens féministes, Ramsay Cook, d'abord publié dans le *Globe and Mail* (10 mai 1990), puis dans le *Bulletin* de la S.H.C. (Automne 1990). L'espoir bien mince qu'entretient le professeur Cook envers l'abolition du titulariat comme moyen d'éliminer la discrimination fondée sur le sexe présume qu'une fois cette relique du passé disparue, les hommes modernes (entendons "libéraux") ne se livreront naturellement plus à aucune discrimination, sinon celle fondée sur l'excellence. Une telle naïveté ne tient pas compte du fait que les professeurs masculins même les plus ardents travailleurs, pour ne pas parler des fainéants que le professeur Cook dénonce, s'acharnent depuis longtemps à interdire l'embauche des femmes tout aussi vaillantes qu'eux, sinon plus. Même les plus talentueux et les mieux pourvus parmi les professeurs masculins affichent de l'oubli, de l'indifférence et de l'hostilité envers le talent féminin, à moins qu'il ne leur serve de faire-valoir professionnel ou personnel. Comme partout ailleurs au Canada, à quelques exceptions près, le patriarcat

régne en maître dans les départements d'histoire (voir le récent sondage de la S.H.C. sur les départements d'histoire au Canada, effectué par le professeur Linda Kealey). Par conséquent, il ne suffit pas d'abolir le titulariat, même si on pouvait ou devait le faire, pour ensuite laisser les rôles à nos "bons gars".

Le point de vue du professeur Cook susciterait sans doute plus de sympathie si l'on ne pouvait supposer qu'il a lui aussi pris part, même indirectement, à la consécration non seulement d'hommes médiocres, mais aussi d'un système qui préfère les hommes considérés implicitement supérieurs, comme le démontre son travail sur le monde intellectuel canadien. Les programmes d'affirmation positive appliqués sans vigueur dans les universités canadiennes déploient un effort timide, très souvent contrecarré et bien tardif afin de percer et de transformer le patriarcat universitaire. Il ne fait nul doute qu'à l'occasion, un homme talentueux y perdra des plumes. Mais nous n'avons trouvé aucune preuve, et Ramsay Cook n'en présente aucune, qui justifie sa crainte que de jeunes femmes bloquent l'accès aux postes universitaires aux jeunes hommes. Qui plus est, le candidat masculin au doctorat bénéficie déjà depuis son enfance d'un traitement préférentiel accordé à son sexe sous forme de meilleure rémunération pour les emplois d'été par exemple, ou de l'absence de tout harcèlement sexuel. Il ne fait également nul doute qu'il trouvera beaucoup d'occasions d'être plus apprécié que ses consœurs tout aussi talentueuses.

Toute cette inquiétude à propos de l'avenir d'hommes privilégiés nous rappelle inévitablement l'agitation périodique à propos d'hommes victimes de décisions de cour injustes à l'égard d'un divorce ou de la garde d'enfants, alors que dans la plupart des cas, les victimes sont des femmes. Attaquons-nous aux grands problèmes d'abord - celui des universités qui persistent à préférer les hommes et le savoir des hommes tandis qu'une autre génération de jeunes femmes exceptionnelles se voient interdire l'accès au saint des saints. Les prétendues solutions au problème de la dotation des postes d'enseignement universitaire passent à côté de la question et

consacrent en fin de compte un système fondamentalement injuste si elles ne réussissent pas à mettre en cause les divers moyens que le patriarcat sous toutes ses formes emploie pour perpétuer le pouvoir et les privilèges des hommes.

Enfin, alors qu'il y a peu de justice en ce bas monde et que le petit nombre de femmes qui détiennent un poste de professeur doivent en payer le prix, ce n'est que justice que les départements dotés de professeurs talentueux comme Ramsay Cook endurent la montagne de bois mort que le patriarcat a accumulée: c'est la rançon de la prétendue méritocratie des hommes. Si le professeur Cook souhaite vraiment voir l'aube d'une ère où l'énergie, la vérité et l'engagement envers l'excellence seront récompensés sans égard au sexe, il se tournera vers les réformes universitaires qui portent non seulement sur les abus du titulariat, mais aussi sur les innombrables injustices infligées aux femmes et aux représentants des minorités raciales - qu'il s'agisse des étudiants, des candidats à un poste, du personnel et des professeurs. Les prétendues propositions de paix n'auront pas leur place tant que les injustices seront à ce point répandues.

Margaret Conrad, Andrée Lévesque, Ruth Roach Pierson, Alison Prentice, Veronica Strong-Boag et Sylvia Van Kirk

L'histoire est-elle en crise dans les écoles? A titre de rédacteur sortant de la revue *History and Social Science Teacher* (que le *Bulletin* du printemps 1991 déclarait moribonde), j'aimerais commenter le cri d'alarme lancé par Gail Cuthbert Brandt à propos de "Clio".

Tout d'abord, *HSST* n'est pas en danger. Elle l'était l'hiver dernier mais elle relève maintenant de la Faculté d'éducation de l'Université de l'Alberta et son avenir s'annonce prometteur. Le nouveau rédacteur, Joe Kirman (Faculté d'éducation, Université de l'Alberta, Edmonton, T6G 2G5) accueillera avec plaisir les contributions et demandes d'abonnement.

Je veux aussi contester la notion que la S.H.C. doit se battre pour préserver tous  
... *La tribune du lecteur*, p. 12



## La tribune du lecteur

### *suite de la page 11*

les cours d'histoire enseignés dans les écoles secondaires. La principale préoccupation des écoles devrait être la qualité de l'enseignement, non le nombre de crédits d'histoire que les élèves accumulent.

Les cours d'histoire dont Gail Cuthbert Brandt déplore la disparition étaient démodés, ennuyants et incapables de produire des finissants prêts à étudier l'histoire à un niveau plus élevé. Malgré les craintes de certains professeurs d'histoire, les cours de remplacement - il s'agit d'unités interdisciplinaires portant un autre titre que l'histoire, mais dont la matière est résolument l'histoire - s'avèrent très fructueux sur tous les plans. Ce n'est pas mauvais. Il n'y a pas de crise.

Les professeurs d'histoire des universités peuvent-ils aider les enseignants? Lorsque j'étais rédacteur de *HSST*, nous recevions (et demandions) rarement des rapports sur les bourses en histoire. Mais la revue nageait en plein débat pédagogique - acquisition de compétences, pensée critique, apprentissage en petits groupes, journaux des élèves, emploi et abus des logiciels. Les innovations mises à l'essai concernaient l'histoire et une bonne demi-douzaine d'autres domaines, au grand bienfait de tous.

En fait, les écoles secondaires comptent un nombre impressionnant d'enseignants compétents et dévoués. Ils connaissent la valeur de l'histoire, mais ils en savent aussi beaucoup sur les programmes d'études et sur la façon de les rendre efficaces. Ils ne sont pas certains d'avoir beaucoup à apprendre des professeurs d'université, dont la seule innovation pédagogique a été de transférer une bonne partie de leur travail à leurs assistants.

Si la S.H.C., dirigée par des professeurs d'université, veut entrer dans les écoles, elle devra apprendre l'humilité. Le simple fait d'exiger que les élèves des écoles secondaires suivent des cours portant l'étiquette Histoire nous fait entrer dans un débat inutile et improductif. Pour se rendre utile - pour être tolérée! - la S.H.C. devra reconnaître les meilleurs enseignants comme experts et leur demander ce que l'histoire a à offrir dans les écoles.

Pendant ce temps, Gail Cuthbert Brandt pourrait servir à "Clio" une bonne tasse de

thé chaud et tenter de la calmer. Les enfants se portent très bien merci. Donnons-leur une bonne éducation, et un nombre satisfaisant d'entre eux iront à l'université se spécialiser en histoire. (Quant à savoir si l'université doit préserver les frontières disciplinaires rigides qu'elle impose aux étudiants de premier cycle, c'est une toute autre question).

Christopher Moore

J'ai lu avec intérêt le texte "Clio sur la sellette..." dans le dernier *Bulletin* de la S.H.C. (Printemps 1991). Je me réjouis de voir que des historiens s'intéressent à l'enseignement de l'histoire au secondaire et je m'empresse de répondre aux deux questions posées par le texte.

1. A la première, la réponse est oui, bien sûr, vous l'aurez deviné par les lignes qui précèdent. Toutefois, les motifs que vous invoquez pour justifier cette action mériteraient, il me semble, d'être précisés. Actuellement, on pourrait les croire un peu corporatistes. En effet, ceux que vous mentionnez sont les suivants: amener plus d'étudiants à choisir l'histoire à l'université et mieux les y préparer; accroître le membership de la S.H.C.; préserver un droit de regard sur l'enseignement pré-universitaire pour les professeurs d'université, surtout ceux qui auraient antérieurement enseigné au secondaire (et en garderaient un souvenir nostalgique!).

Tout ça pour obtenir que l'histoire garde "an important part" dans les programmes. Or l'enseignement de l'histoire n'est pas seulement une affaire de quantité. C'est aussi une affaire de qualité et ce n'est pas n'importe quel enseignement de l'histoire qui est souhaitable dans les écoles. D'où la nécessité de se demander d'abord: quel enseignement de l'histoire et pourquoi? Car parfois des historiens professeurs d'université ont des idées tellement vieillottes ou mal informées de la réalité de l'enseignement scolaire de l'histoire que la défense de ces idées gêne plus qu'elle n'aide l'enseignement de l'histoire, quand elle ne nuit pas tout simplement aux luttes que mènent par ailleurs les spécialistes du domaine. L'enseignement de l'histoire est devenu un champ de théorie et de pratique

complexe et exigeant: on n'en devient pas expert du simple fait de fréquenter l'histoire sur un autre plan.

Oui donc à votre première question, à condition que les membres de la S.H.C. qui s'intéresseraient à la défense de l'histoire au secondaire prennent les moyens appropriés pour bien maîtriser les coordonnées de l'enseignement moderne de notre discipline.

2. A votre seconde question, ce qui vient d'être suggéré serait déjà un élément de réponse. Et avec un peu de travail et de réflexion, on pourrait facilement en imaginer d'autres. Déjà, vous même faites une suggestion de premier intérêt: sauver *HSST*. Je ne sais pas très bien comment cela pourrait se faire, mais je pense comme vous qu'il serait important pour l'enseignement de l'histoire d'y arriver. On pourrait même imaginer que des francophones collaborent à l'entreprise, par l'intermédiaire peut-être de la revue *Traces* (la revue de la Société des professeurs d'histoire du Québec. Rédacteur en chef: Robert Martineau).

Christian Laville, professeur titulaire de didactique de l'histoire  
Université Laval

A titre de membre de longue date de la S.H.C., c'est avec grand intérêt que j'ai lu l'article "Clio sur la sellette". Nombre de mes amis gens d'affaires me considèrent trop universitaire et nombre de mes amis universitaires me trouvent trop pratique; je suis donc une sorte d'être hybride. Néanmoins, dans la mesure où ces propos sont justifiés, vous comprendrez que le faible nombre de cours d'histoire enseignés dans les écoles secondaires de l'Ontario m'inquiète beaucoup. En tant qu'étudiant du regretté professeur Harold Innis et que diplômé en commerce et en finances en 1928, j'estime que l'histoire a contribué à l'équilibre de mes réalisations professionnelles plus que toute autre matière étudiée à l'école secondaire et à l'université. Cette discipline alimente le gros de mes lectures depuis quarante ans et sans les connaissances de base acquises, je doute que mes lectures auraient été aussi variées et enrichissantes.

John G. Crean